



**HAL**  
open science

**Léobal C. 2022. Ville noire, pays blanc. Habiter et  
lutter en Guyane française. PUL, “ Sociologie urbaine ”.  
210 pages  
Violaine Girard**

► **To cite this version:**

Violaine Girard. Léobal C. 2022. Ville noire, pays blanc. Habiter et lutter en Guyane française. PUL, “ Sociologie urbaine ”. 210 pages. Population (édition française), 2024, Bibliographie critique, 79 (1), pp.175-177. 10.3917/popu.2401.0175 . hal-04682166

**HAL Id: hal-04682166**

**<https://hal.science/hal-04682166>**

Submitted on 30 Aug 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

Léobal C. 2022. *Ville noire, pays blanc. Habiter et lutter en Guyane française*. PUL, « Sociologie urbaine ». 210 pages.

L'ouvrage de Clémence Léobal, issu d'une recherche doctorale, offre un regard de sciences sociales critiques sur la fabrique de la ville à Saint-Laurent-du-Maroni, dans le contexte postcolonial d'un département français d'Outre-mer. Implantée le long du fleuve Maroni, à la frontière entre la Guyane française et le Suriname, la ville connaît une forte croissance démographique depuis plus d'une quarantaine d'années. Elle fait l'objet depuis plusieurs décennies d'opérations publiques de démolitions et d'aménagement, tandis que des quartiers « non planifiés » de maisons construites en planches de bois poursuivent leur développement le long du fleuve amazonien. La chercheuse prend alors le parti de symétriser l'analyse en faisant dialoguer une ethnographie des modes d'habiter au sein d'un groupe populaire minorisé, avec l'étude des manières qu'ont les agent-es de l'administration française d'intervenir dans le domaine du logement, à partir cette fois de matériaux d'archives et d'entretiens sociologiques.

Un premier chapitre dresse tout d'abord un tableau des principales catégories sociales en usage dans la ville, ainsi que des catégories scientifiques qu'entend mobiliser l'auteure afin de caractériser les groupes raciaux engagés dans la question urbaine, en suivant une approche croisant ethnicité, classe, race et nation et en portant attention à la variabilité, suivant les contextes et les rapports de domination, des contours et des usages de ces catégorisations. Ce chapitre aborde également le rôle des relations nouées par l'enquêtrice, et de ses émotions, avec plusieurs femmes bushinenguées, c'est-à-dire appartenant aux populations issues de plusieurs groupes apparus à l'époque du marronnage et ayant formé des sociétés autonomes en amont des fleuves amazoniens, sociétés ayant alors été reconnues comme des nations par l'ancienne puissance coloniale. Clémence Léobal est elle-même vue et identifiée au prisme de la catégorie *bakaa*, un terme qui signifie blanc en langue ndjuka – la langue du principal groupe bushinengué présent – mais qui renvoie surtout, au-delà de l'appartenance raciale, à l'occupation de positions dominantes, notamment en lien avec la domination administrative de l'État, et donc aux groupes majoritaires, composés principalement des élites créoles et métropolitaines.

Le deuxième chapitre s'attache à restituer les modes d'habiter le fleuve, depuis les quartiers périphériques où les groupes de parenté bushinengués se sont implantés, en construisant en bordure du fleuve, à *Soholang* (le nom de Saint-Laurent-du-Maroni en ndjuka) comme sur l'autre rive, en amont de la ville surinamaïse d'Albina. Il met en lumière des « configurations de maisons » habitées sur une même parcelle par plusieurs membres d'un réseau familial, non sans rapports inégaux de pouvoir, ainsi que les circulations au fil de l'année comme pour des périodes plus longues, entre les maisons et lieux de vie situés sur chacune des deux rives.

Le troisième chapitre revient sur les opérations d'aménagement menées depuis les années 1980, suivant des visées et des argumentaires qui, par-delà

leurs évolutions, témoignent d'une volonté de contrôle et d'éradication des formes d'urbanisation dites « spontanées ». Les démolitions successives sont suivies, pour certain-es seulement des habitant-es des quartiers des berges – ceux et celles disposant de « papiers » ou jugé-es « régularisables » –, de relogements dans des lotissements de logements sociaux. Mais ces opérations se heurtent toutefois au « braconnage » des habitant-es, dont certain-es contestent la non-application par l'État des dispositifs d'indemnisation ou bien refusent d'abandonner leurs maisons. Le traitement institutionnel de ces espaces d'habitat conduit alors à l'éclatement des parcours de leurs habitant-es, entre des départs et déplacements pour les moins doté-es (celles et ceux-ci se réinstallent plus en amont du fleuve ou bien retournent temporairement habiter sur la rive surinamaïse tout en conservant des relations avec *Soholang*), des aspirations au relogement par l'État dans des logements sociaux pour d'autres, ou encore la poursuite de formes de résistance pour ceux et celles des habitant-es disposant de ressources spécifiques, au premier rang desquelles la nationalité française.

La rencontre administrative entre demandeuses de logements sociaux bushinenguées et représentant-es des bailleurs et des services de l'État, est au centre du quatrième chapitre. Dans un contexte de rareté du logement social, les femmes se mobilisent face à des modalités d'attribution qui excluent de fait les familles nombreuses comme les familles plus pauvres, cette sélection étant légitimée dans les discours des agent-es public-ques par des conceptions racialisées de ces groupes populaires. Loin d'un traitement bureaucratique impersonnel des demandes, l'ethnographie, située du côté des demandeuses, montre que ces relations renvoient plutôt à des adaptations de part et d'autre du guichet.

Le cinquième et dernier chapitre aborde enfin l'appropriation des logements sociaux par leurs attributaires bushinengué-es. Les logements évolutifs sociaux (LES), construits dans les lotissements des années 1980 et 1990, reposaient sur un modèle d'habitat dit « adapté » aux groupes locaux minorisés, modèle en vigueur dans plusieurs DOM et associé à l'accession sociale à la propriété : la construction s'effectuait en bois et était dévolue en partie aux ménages, qui ensuite devenaient propriétaire de leur maison moyennant une part d'apport personnel. Appelés *sité* en ndjuka, ces logements ont donné lieu à de nombreuses extensions construites au gré des évolutions des configurations familiales. Les *batiman*, logements locatifs sociaux construits plus récemment, prennent la forme d'appartements dans des immeubles en béton de plusieurs étages. Si les usages qui peuvent en être faits sont plus restreints et sous étroite surveillance des agent-es du bailleur social, l'accès à ces logements suscite également des aspirations à l'intégration en pays *bakaa*, aspirations contrariées par le maintien de formes de ségrégation dans la ville, les Bushinengué-es restant assigné-es aux quartiers périphériques peu dotés en équipements publics.

L'ouvrage, articulant modes d'habiter et politiques d'aménagement, circulations des personnes et encadrement administratif de leurs conditions de vie, appropriation des différents types d'habitat et processus institutionnels de

ségrégation, aborde de façon très fine les processus qui façonnent les évolutions urbaines de *Soholand*, c'est-à-dire des quartiers périphériques de Saint-Laurent-du-Maroni. Il analyse de façon très nuancée les processus de transformation sociale qui se jouent au sein des groupes bushinengués, en mettant en lumière les formes de domination postcoloniale qu'ils connaissent ainsi que les multiples formes de résistance, contournement ou encore appropriation des injonctions qui leur sont faites par le biais des politiques du logement. Les rapports sociaux qui sont au cœur de l'ouvrage sont restitués de façon complexe, pour montrer comment le processus de racialisation des Bushinengué-es à l'œuvre du côté des agent-es public-ques intègre et renforce, à certains égards, des frontières de classe et de nationalité. Enfin, signalons que les évolutions des normes conjugales pourraient être analysées de façon plus systématique dans l'ouvrage, même si la question de l'indépendance des habitantes bushinenguées apparaît à de nombreuses reprises au fil de la restitution de leurs modes d'habiter, la propriété des maisons ou la détention du bail des logements constituant en particulier des enjeux économiques et statutaires cruciaux pour elles. Loin de constituer un espace d'enquête éloigné des centres du pouvoir, aux marges ultramarines de l'État français, Saint-Laurent-du-Maroni est restitué dans *Ville noire, pays blanc* comme le siège de processus sociaux complexes dont l'étude met au jour un « État *bakaa* porteur de normes culturelles spécifiques », et qui, ici comme ailleurs, apparaît étroitement « enserré dans des relations sociales » qui viennent façonner les politiques qu'il prétend mener.

Violaine GIRARD